



Foire aux questions – T3 2006

1. Trouvait-on dans vos résultats du T3 des éléments inhabituels ou ponctuels?

Le bénéfice dilué par action (BPA) déclaré par la Banque CIBC au troisième trimestre était de 1,86 \$. Les éléments importants ont ajouté 0,17 \$ au bénéfice par action.

On trouvera ces éléments importants à la diapositive 57 de la présentation aux investisseurs du troisième trimestre. D'autres commentaires sont fournis aux pages 1, 5 et 6 de notre rapport aux actionnaires du troisième trimestre.

2. À quoi attribuez-vous le faible niveau du taux d'imposition réel?

Le taux d'imposition réel déclaré par la CIBC au troisième trimestre était de 15,8 %. Toutefois, nous pensons que notre taux d'imposition réel rajusté selon la base d'imposition équivalente (BIE)¹ de 28,9 % représente mieux notre taux d'imposition réel. On trouvera le rapprochement de ces taux à la page 56 de la présentation aux investisseurs du troisième trimestre et à la page 8 du rapport aux actionnaires du troisième trimestre.

Le taux d'imposition réel de la CIBC dépend de nombreux éléments différents, notamment de la composition géographique de nos activités, de l'évolution des opinions des vérificateurs sur les résultats prévisionnels actuels et futurs ainsi que des modifications des taux d'imposition réglementaires.

Les taux peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre mais, selon nos prévisions actuelles, notre taux d'imposition réel devrait osciller entre 21 et 24 % et notre taux d'imposition réel selon la BIE devrait osciller entre 25 et 28 % au cours des prochains trimestres.

3. Pourquoi n'avez-vous pas modifié le coefficient prévisionnel des pertes sur prêts qui semble afficher une tendance de loin inférieure à celle de la fourchette cible?

Notre objectif à moyen terme est une fourchette comprise entre 50 et 65 points de base.

Cette fourchette tient compte à la fois de la difficulté de prévoir l'évolution du cycle du crédit et de l'impossibilité de cibler avec certitude l'apparition d'une période de réduction durable des pertes du portefeuille des prêts non garantis.

Les signes d'amélioration apparus dans le portefeuille de prêts aux particuliers non garantis sont encourageants, car nous constatons l'accroissement de la qualité des comptes nouvellement acquis. Le portefeuille de financement des stocks continue d'afficher une bonne performance compte tenu d'un contexte de crédit relativement favorable. Les cartes de crédit et les prêts hypothécaires à l'habitation continuent d'enregistrer une forte performance.

Toutefois, en ce moment, nous ne modifierons pas nos prévisions à moyen terme d'après cette performance à court terme.

En ce qui a trait à nos prévisions pour le reste de 2006, nous estimons que les provisions spécifiques du quatrième trimestre se situeront dans la partie inférieure de la fourchette cible à moyen terme de 50 à 65 points de base. Les provisions spécifiques de l'ensemble de l'exercice devraient être inférieures à notre fourchette cible.

¹ Le taux d'imposition réel selon la base d'imposition équivalente est une mesure financière non conforme aux PCGR. Voir la diapositive 60 de la présentation aux investisseurs du troisième trimestre.



4. Vous avez perdu des parts de plusieurs marchés de détail. Quelles mesures prenez-vous pour améliorer vos résultats à cet égard?

Nous pensons que le maintien et l'augmentation de notre part de marché jouent un rôle important dans la croissance durable et concurrentielle des bénéfices de nos activités de détail.

Prêts hypothécaires à l'habitation : Nous continuons d'occuper la deuxième place du classement selon les parts de marché du secteur des prêts hypothécaires à l'habitation. L'établissement des prix a dû tenir compte des pressions concurrentielles extrêmement fortes dans ce secteur, qui ont eu des répercussions sur la part de marché. Selon les tendances observées récemment, nous avons réussi à stabiliser la baisse de notre part de marché dans le secteur des prêts hypothécaires à l'habitation. Celle-ci devrait désormais afficher une tendance neutre ou légèrement en hausse.

Cartes : Nous continuons d'occuper la première place du classement selon les parts de marché, tant au titre de l'encours qu'au niveau des volumes d'achat. Notre objectif reste l'atteinte d'un équilibre entre notre part de marché et la limitation des pertes sur prêts. La croissance de 3,6 % de l'encours au troisième trimestre a été la plus élevée des dernières années et a permis de faire passer notre part du marché de l'encours à 18,2 %. Notre coefficient de perte sur prêts du trimestre était de 3,61 %, un niveau de loin inférieur à celui de 3,98 % d'il y a un an.

Prêts personnels : Notre ratio marges de crédit et prêts personnels garantis par rapport à ceux qui ne le sont pas est passé de 45 % il y a un an à 55 % à l'heure actuelle. La perte de la part du marché des prêts à la consommation est attribuable à notre stratégie visant à diminuer le degré de risque du portefeuille de prêts non garantis et de stimuler la croissance du portefeuille de prêts garantis dans le cadre du recentrage de notre gestion du risque dans ce secteur. Les mesures que nous avons prises pour réduire le risque ont eu des incidences sur le revenu et notre part de marché. Toutefois, cela se traduit par une baisse des pertes sur prêts et une performance plus homogène et plus viable à long terme.

Fonds communs de placement : Notre part du marché des fonds communs de placement s'est stabilisée entre le T2 et le T3. Nous continuons de bénéficier de mouvements nets de trésorerie positive dans nos fonds à long terme. Les rachats les plus importants visaient le segment du marché monétaire. Pour trouver une solution à ce problème, nous avons lancé une nouvelle catégorie de fonds privilégiés du marché monétaire afin d'offrir à nos porteurs de parts une option de placement générant un rendement plus élevé moyennant un coût moindre. Nous lancerons également une série de fonds d'actions mondiales à l'automne pour répondre à la demande croissante des investisseurs dans ce secteur. Nous sommes d'avis que les mesures que nous prenons provoqueront une croissance vigoureuse de nos activités dans le secteur des fonds communs de placement.

Bref, nous privilégions le maintien et l'amélioration de notre part du marché des activités de détail et nous sommes persuadés que notre rendement futur sera conforme à la réalisation des mesures financières présentées dans notre grille de pointage équilibrée.



5. Quand pensez-vous augmenter votre dividende?

Nous maintenons notre objectif à moyen terme qui est de verser en dividendes entre 40 et 50 % de notre bénéfice.

Tel qu'annoncé le 1^{er} juin, nous avons fait passer le dividende versé au troisième trimestre de 68 à 70 cents par action.

Nous avons donc augmenté notre dividende onze années sur douze.

Compte tenu du bénéfice réalisé depuis le début de l'année, le ratio de versement reste dans la partie inférieure de notre fourchette cible.

Nous réviserons à nouveau nos plans de déploiement du capital avec notre conseil d'administration au quatrième trimestre, à la lumière de nos objectifs de versement des dividendes, des besoins de réinvestissement dans nos activités et de notre achat de FirstCaribbean.

6. Outre l'acquisition de FirstCaribbean, quelle est votre stratégie de croissance pour les Caraïbes?

Le 29 juin, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive avec Barclays et, tel que prévu, nous sommes en voie de conclure l'achat pour la fin de 2006.

FirstCaribbean affiche un excellent rendement, ayant déclaré un bénéfice de 86 millions \$ US au premier semestre de 2006, en hausse de 22 % par rapport à la période comparable de 2005 et conforme aux prévisions de la direction. (FirstCaribbean présentera ses résultats du T3 le jeudi 14 septembre. Les résultats seront disponibles à l'adresse www.firstcaribbean.com).

Nous pensons que la croissance de FirstCaribbean se maintiendra quoique à un rythme plus normal.

FirstCaribbean possède une structure solide favorisant une croissance organique : son expansion a reposé sur l'acquisition de petites entreprises, comme par exemple cette année l'achat des activités d'ABN AMRO à Curaçao.

Nous pensons que les perspectives de croissance sont prometteuses dans la région. À notre avis, la croissance de FirstCaribbean reposera à la fois sur l'expansion des activités et les occasions de consolidation qui se présentent.



7. Quels sont les objectifs des Services de banque d'affaires à moyen terme?

Au T3, les revenus des Services de banque d'affaires ont atteint 90 millions \$ contre 69 millions \$ au trimestre dernier et 12 millions \$ au T1. Depuis le début de l'année, les revenus en provenance des Services de banque d'affaires totalisent 171 millions \$.

Pendant le trimestre, les gains et les distributions ont atteint 109 millions \$, contrebalancés en partie par des radiations et des coûts de financement de 19 millions \$. Environ deux tiers des 109 millions \$ étaient des distributions en provenance d'investissements dans des fonds qui avaient affiché des niveaux élevés de dessaisissement pendant le trimestre.

Il est difficile de prédire les revenus des Services de banque d'affaires.

Dans notre Webdiffusion du T3, nous avons prévu que les revenus du T4 seraient légèrement inférieurs au rythme trimestriel de 57 millions \$ observé depuis le début de l'année. Notre rythme du T4 pourrait se maintenir en 2007 si les conditions actuelles du marché ne changent pas.

Nous n'avons pas établi de nouvelles cibles de la valeur comptable ou des engagements non financés de notre portefeuille de Services de banque d'affaires.

Au fil du temps, nous continuerons de favoriser une réduction naturelle du portefeuille des Services de banque d'affaires reposant sur l'arrivée à échéance et la vente d'investissements.

8. Quelles sont vos prévisions concernant Marchés mondiaux?

Au Canada, les activités de nos services bancaires d'investissement restent vigoureuses. Nos résultats depuis le début de l'année 2006 ont été solides et bien qu'il soit un peu tôt pour émettre des prévisions, les perspectives de 2007 semblent encourageantes.

Notre portefeuille de crédit canadien devrait être stable au T4 et afficher une croissance modérée l'an prochain.

Aux États-Unis, un certain nombre d'activités continuent d'être solides, y compris le Groupe financement immobilier et Marchés des titres de créance.

La conjoncture reste concurrentielle dans le secteur des services bancaires d'investissement et des titres de participation. Dans ces domaines, nous continuons de rechercher des améliorations de la productivité en ciblant des créneaux du marché où nous avons de l'expertise et où nous avons déjà connu la réussite.

Nous avons fait des progrès dans le repositionnement de nos activités américaines qui restent concurrentielles.

Dans l'ensemble, les perspectives de Marchés mondiaux CIBC sont encourageantes vu les hypothèses d'une croissance modérée de l'économie nord-américaine et d'une fermeté continue des marchés boursiers.



Note sur les énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque CIBC fait des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris dans cette présentation, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations concernant les activités, les secteurs d'activité, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et perspectives de la Banque CIBC pour 2006 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la Banque CIBC, influent sur les activités, le rendement et les résultats de la Banque CIBC et de ses secteurs d'activité et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où la Banque CIBC est en exploitation, dont des modifications des lois canadiennes réglementant les institutions financières et des modifications réglementaires américaines visant les entreprises étrangères inscrites à la cote d'une bourse américaine; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'évolution des lois fiscales; la non-réalisation de notre estimation quant à notre taux d'imposition réel durable; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme sur les activités de la Banque CIBC; les catastrophes naturelles; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque CIBC; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information fournie à la Banque CIBC par ses clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où la Banque CIBC mène ses activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; la capacité de la Banque CIBC à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir ses canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus qu'elle en tire; les changements des habitudes des clients en matière de dépenses et d'économies; et la capacité de la Banque CIBC à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la Banque CIBC. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La Banque CIBC ne s'engage à mettre à jour aucun énoncé prospectif de cette présentation ou d'autres communications.